

**ELECTIONS DES JUGES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE
2023**

**DOSSIER DE
CANDIDATURE**

DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES CANDIDATS :

- 1** - La photocopie d'une pièce d'identité (carte d'identité ou passeport)
- 2** - Une « déclaration de candidature / attestation sur l'honneur » remplie et signée par le candidat à faire parvenir à La CNDI.
- 3** - Un extrait Kbis de moins de 3 mois
- 4** - Un bulletin d'adhésion aux valeurs que représente et défend La CNDI à télécharger

Déclaration de candidature / Attestation sur l'honneur

Monsieur le Préfet,

Conformément aux dispositions légales en vigueur, je pose ma candidature au siège de juge au tribunal de commerce de.....,

pour un mandat de DEUX ans, en ma qualité de :

(Cocher la case qui vous concerne parmi les 2 situations ci-dessous)

1 Personne inscrite sur les listes électorales des chambres de commerce et d'industrie dressées dans le ressort du tribunal de commerce ou dans le ressort des tribunaux de commerce limitrophes.

2 Personne inscrite sur les listes électorales des chambres de métiers et de l'artisanat dressées dans le ressort du tribunal de commerce ou dans le ressort des tribunaux de commerce limitrophes.

Nom et Prénom (s) :

Né(e) le : à :

Profession :

Adresse professionnelle :

.....

Adresse du domicile :

.....

Téléphone fixe :

Téléphone mobile :

Email :

J'atteste sur l'honneur remplir les conditions d'éligibilité cumulatives fixées aux 2° à 5° de l'article **L723-4** du code de commerce, à savoir :

-Je suis de nationalité française ;

-Je n'ai pas été condamné(e) pénalement pour des agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

- Aucune procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire n'est en cours à mon endroit au jour du scrutin ;

- Pour les personnes mentionnées aux 1° ou 2° du II de l'article L713-1 du code du commerce (électeurs des membres de la CCI) : je n'appartiens pas à une société ou à un établissement public à l'égard duquel une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire est en cours au jour du scrutin ;

-Je n'ai pas fait l'objet des sanctions prévues au titre V du livre VI du code du commerce ou par des législations étrangères équivalentes lorsqu'elles entraînent ou portent interdiction d'exercer une profession commerciale ou industrielle, de diriger, d'administrer, de gérer ou de contrôler à un titre quelconque, directement ou indirectement, pour mon propre compte ou pour le compte d'autrui, une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale ;

- Je ne suis pas frappé(e) d'une peine d'interdiction, suivant les modalités prévues à l'article 131-27 du code pénal, d'exercer une profession commerciale ou industrielle, de diriger, d'administrer, de gérer ou de contrôler à un titre quelconque, directement ou indirectement, pour mon propre compte ou pour le compte d'autrui, une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale, ou d'une peine prononcée en application de législations étrangères équivalentes ;

- Je justifie : soit d'une immatriculation pendant 5 années au moins au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers,

soit de l'exercice, pendant une durée totale cumulée de 5 ans, de l'une des qualités énumérées au I de l'article L 713-3 du code du commerce, ou de l'une des professions énumérées au d du 1° du II de l'article L 713-1 du code du commerce.

Par ailleurs, je ne suis pas frappé(e) de l'une des incapacités, incompatibilités, déchéances ou inéligibilités prévues aux 1° à 4° de l'article **L723-2** et aux articles **L722-6-1, L722-6-2, L723-7, L724-3-1, L724-3-2** du code du commerce.

Je ne fais pas l'objet d'une mesure de suspension prise en application de l'article **L724-4**.

Je ne suis pas candidat(e) dans un autre tribunal de commerce.

Fait à, le

Signature :